

Un large soutien des Français à l'intercommunalité

3 sur 4 sont satisfaits du travail accompli par leur communauté

Un sondage IFOP pour l'AdCF sur « Les Français et l'intercommunalité »

A la demande de l'Assemblée des Communautés de France, l'IFOP a conduit un sondage du 6 au 11 septembre 2018 auprès des Français sur l'intercommunalité (échantillon de 2005 personnes). L'étude porte sur les perceptions et représentations associées à l'intercommunalité ; le degré de connaissance de son intercommunalité, l'information sur le rôle et les actions des intercommunalités ; les attentes et la satisfaction à l'égard de son intercommunalité ; institution et mode d'élection dans les intercommunalités.

Présentés en exclusivité le 4 octobre lors de la 29^{ème} convention nationale de l'association, réunie à Deauville, les résultats traduisent une très forte adhésion des Français aux principes de la coopération intercommunale :

- 86% des Français pensent que le principe de l'intercommunalité est une bonne chose,
 - 83% déclarent également que ce principe est une bonne chose pour leur commune de résidence
- Résultat est en progrès (+9% pour leur commune de résidence) par rapport au précédent sondage (2013) de l'IFOP pour l'AdCF.*

En termes d'appréciation et de connaissances de leur communauté

- 75% des répondants sont satisfaits du travail accompli par leur intercommunalité
- 79% connaissent le nom actuel de leur communauté mais seulement 41% le nom de leur président-e (*questions en notoriété assistée*).

En termes d'appréciation et de connaissances de l'intercommunalité

D'une manière générale, les Français connaissent assez bien les domaines de compétences des intercommunalités (89%), leur mode de financement (83%). Dans leur ensemble, les répondants considèrent que l'intercommunalité permet de

- mettre en commun des moyens au service d'un projet de développement cohérent (84%),
- proposer de nouveaux services et équipements collectifs pour les habitants (80%),
- renforcer les solidarités financières entre communes riches et pauvres (70%).

Parmi les autres traits d'image associés à l'intercommunalité, 74% des répondants indiquent que l'intercommunalité permet d'adapter la gestion publique à l'évolution des modes de vie et des besoins des habitants. Par ailleurs, ils sont 65% à penser que l'intercommunalité tend à une hausse des impôts locaux et 56% à éloigner les élus des citoyens.

« Les résultats de ce nouveau sondage sont pour nous très encourageants a réagi Jean-Luc Rigaut, président de l'AdCF, président du Grand Annecy, lors de leur présentation. Il y a un soutien très clair de nos concitoyens à la coopération intercommunale et aux évolutions récentes. C'est un considérable encouragement pour aller de l'avant. Nous devons néanmoins rester attentifs aux points d'alerte sur la fiscalité ou le risque d'éloignement ».

. /.

Un jugement globalement positif sur les évolutions récentes des communautés avec des attentes en termes d'information entre autres sur l'intercommunalité.

Par rapport aux réformes récentes de l'intercommunalité, les Français en approuvent largement les axes majeurs :

- 87% d'entre eux jugent positivement le renforcement de leurs compétences,
- 74% l'intégration de toutes les communes dans une intercommunalité,
- 64% la réduction du nombre de communautés à travers des fusions.

Par rapport au mode d'élection des candidats aux élections municipales et communautaires :

- 78% des Français pensent que le mode de scrutin « fléché » introduit en 2014 est une bonne chose,
- 61% se déclarent favorables à son extension à toutes les communes.

En termes d'information sur l'intercommunalité et sur l'ensemble des collectivités territoriales, il reste encore d'importants progrès à faire pour incarner ces institutions et mieux expliquer leur mode de fonctionnement.

Les Français sont en demande forte d'information sur l'intercommunalité, comme d'ailleurs sur les autres niveaux de collectivités.

- 59% des Français s'estiment insuffisamment informés et souhaitent en savoir davantage sur leur intercommunalité (47% sur les communes, 59% sur les conseils départementaux, 61% sur les conseils régionaux).

En vue des élections locales, les Français sont en demande de transparence forte et de renforcement de la part des débats consacrée aux projets et compétences des intercommunalités :

- 94% souhaitent que ces derniers soient placés au coeur des débats et des programmes des candidats.
- 93% demandent que les candidats à la présidence de l'intercommunalité se déclarent clairement avant les élections locales.

« Le message est très clair, conclue Jean-Luc Rigaut. Nos concitoyens veulent une intercommunalité au grand jour et incarnée. Le temps de l'intercommunalité anonyme est révolu ».

